

LES PREMIÈRES ÉLECTIONS À CUBA, LE 31 DÉCEMBRE 1901

La «démocratie» que nous ont léguée les yankees

Lazaro Barredo Medina

LE processus d'« américanisation » de Cuba, qui s'est inscrit au 19e siècle dans la pensée politique nord-américaine, s'exprimait avec un mépris absolu des Cubains.

Un fois leurs buts atteints, avec l'intervention dans la guerre hispano-cubaine, alors que les mambises avaient pratiquement gagné la guerre contre l'Espagne, le général Leonardo Wood, gouverneur nord-américain à Cuba, écrivait au secrétaire de la Défense étasunien, E. Root : « Tous les Américains et tous les Cubains qui regardent vers l'avenir savent que l'île va faire partie des États-Unis, et que c'est aussi important pour nous que pour eux de consolider cette position. »

L'ambition des grandes puissances européennes de se partager le monde à la fin du 19e siècle, et la nécessité diplomatique nord-américaine d'éviter des frictions au milieu de ces contradictions, et par ailleurs la résistance de la majorité des Cubains à l'annexion, obligea les États-Unis à trouver une formule qui donnerait aux Cubains leur république, laquelle resterait « sous contrôle », s'ils parvenaient à faire élire des hommes qui acceptaient de se plier aux intérêts nord-américains.

C'est sur cette base que le 9 février 1901, le secrétaire à la Défense E. Root envoya une lettre au gouverneur Wood pour lui préciser les cinq conditions qui devaient servir de base aux relations entre Cuba et les États-Unis.

1. reconnaître le droit aux États-Unis d'intervenir dans les affaires internes de Cuba,
2. restreindre les droits de Cuba de signer des accords et des traités avec des puissances étrangères ou de leur concéder tout type de privilèges sans accord préalable des États-Unis,
3. restreindre les droits de Cuba d'obtenir des emprunts à l'étranger,
4. reconnaître le droit aux États-Unis d'acquérir des terres et de posséder des bases navales à Cuba.
5. reconnaissance et observation par Cuba de toutes les lois promulguées par les autorités militaires nord-américaines et les droits découlant de ces lois.

Le sénateur Orville H. Pratt, en présentant son amendement devant le Congrès nord-américain, accepta ces cinq points, auxquels il ajouta trois clauses supplémentaires :

6. le gouvernement de Cuba exécutera et, en cas de nécessité, accomplira les projets déjà en marche, ainsi que d'autres qui seront convenus mutuellement concernant l'assainissement de la population de l'île, afin d'éviter le développement d'épidémies et d'infections, et protéger ainsi la population et le commerce de Cuba, ainsi que le commerce et la population des ports du Sud des États-Unis.
7. l'île des Pins sera exclue des limites de Cuba prévues par la Constitution, la laissant de côté en vue d'un futur arrangement concernant sa propriété ;
8. le gouvernement de Cuba inscrira les précédentes dispositions dans un Traité permanent avec les États-Unis.

C'est ainsi que naquit, au Congrès des États-Unis, l'Amendement Platt, que les Cubains seraient contraints d'inscrire dans leur Constitution républicaine.

Quelques jours après l'approbation de l'Amendement Platt, le général Wood écrivit à Théodore Roosevelt, alors vice-président des États-Unis : « Il est évident qu'avec l'Amendement Platt, nous avons laissé peu ou pas du tout d'indépendance à Cuba... Ce

qui convient maintenant c'est d'obtenir l'annexion. Cela demandera un peu de temps... Avec le contrôle que nous avons sur Cuba, et qui sans doute avant peu se transformera en possession, nous aurons rapidement le contrôle de tout le commerce du sucre dans le monde. Je crois que Cuba est une acquisition des plus souhaitables pour les États-Unis. »

Quant à l'arrogant général Leonard Wood, non seulement « il organisa » le scrutin, mais « il s'offrit » comme « observateur » des premières élections « démocratiques » qui devaient décider des postes les plus importants du gouvernement cubain.

Non seulement Wood exerça une très forte pression sur une grande partie des parlementaires cubains pour parvenir à ses fins, il manœuvra également pour limiter la participation du peuple à ces élections qui eurent lieu le 31 décembre 1901. Les conditions imposées par les scrutateurs nord-américains ne permirent l'accès au vote qu'à 7% de la population : sur les 1 572 797 habitants, seuls 150 648 électeurs purent s'inscrire sur les listes du fait des restrictions établies par la Loi électorale promulguée par le gouverneur Wood, et le nombre de votants s'éleva à 110 816. C'est ainsi que se déroulèrent les premières élections « démocratiques » cubaines organisées par les États-Unis.

LES RESTRICTIONS DU GOUVERNEUR MILITAIRE YANKEE

Telles étaient les conditions imposées par les yankees pour participer à cette bataille électorale de la « nouvelle » et « indépendante » nation cubaine : être un homme natif de Cuba ou fils de natif de Cuba, né pendant la résidence temporaire de ses parents à l'étranger ; ou espagnol, qui conformément à l'article 9 du Traité de Paris, n'aurait pas déclaré sa décision de conserver sa nationalité espagnole. Les femmes furent exclues du droit de voter ou d'être élues.

Avoir 21 ans au minimum; résider dans la commune choisie pour voter au moins 30 jours consécutifs, et remplir en outre n'importe laquelle des conditions suivantes : savoir lire et écrire ou posséder des biens meubles ou des immeubles pour une valeur de 250 pesos en monnaie étasunienne (ce qui représentait une vraie petite fortune à cette époque), ou avoir servi dans l'Armée de libération cubaine avant le 18 juillet 1898, et avoir été démobilisé « sans avis défavorable ».

Comme on pouvait s'y attendre, dans un pays miné par l'analphabétisme et ruiné par la guerre, les conditions exigeant savoir lire et écrire et posséder des biens étaient des facteurs d'exclusion pour une grande partie de la population, notamment d'origine africaine, appartenant aux couches les plus pauvres et qui, depuis toujours, s'étaient vues refuser le droit à l'instruction. Les occupants ne souhaitaient pas se mettre à dos les membres de l'Armée de libération, mais nombre des habitants de l'ouest de l'île, la plus peuplée à cette époque, n'avaient pas pris part à la guerre.

Ce dernier jour de l'année 1901, le Cubano-américain Tomas Estrada Palma fut désigné candidat des États-Unis aux premières élections cubaines, et il eut comme adversaire Bartolomé Maso, major général de l'Armée de libération cubaine, et dernier président de la République en armes. Cependant, face à l'absence de garanties électorales, le général Maso décida de retirer sa candidature, si bien qu'Estrada Palma, devenu candidat unique, enleva les élections sans aucune opposition.

La revue *Review of Reviews* décrit la conception républicaine envisagée pour Cuba à la fin de la dernière année du 19e siècle en ces termes : « La nouvelle Cuba sera une nation, mais non un pouvoir souverain. Sur le plan intérieur, elle possèdera l'indépendance que son peuple désirait et pour laquelle il s'est battu. Sur le plan extérieur, Cuba sera une dépendance et sera sous la protection du grand pouvoir américain ».

Cela lui garantissait la composition du premier gouvernement républicain cubain. Parmi les ministres ou secrétaires du gouvernement qui partagèrent la direction du pseudo État

cubain avec Estrada Palma, neuf avaient appartenu au Parti autonomiste disparu, dont les principales figures avaient été au service de la métropole espagnole à la direction de l'État colonial cubain ; six étaient des membres d'importantes familles de l'oligarchie sucrière créole, et six autres – y compris des figures qui d'une façon ou d'une autre avaient participé à la Révolution de 1895 – avaient assumé de hautes charges sous le gouvernement d'occupation nord-américain.

Voilà donc le processus de « démocratie » que les yanquis prévoyaient et continuent de prévoir pour le peuple cubain. Quiconque pourrait en douter, devrait prendre le temps de lire les chapitres un et deux de la Loi Helms-Burton, approuvée par le Congrès des États-Unis en 1996.